

L'Empire anglais continue la guerre

Le maréchal Pétain annonce à la France une tragique nouvelle — "Tout est perdu, fors l'honneur" — Le char d'assaut contre la baïonnette — Ce que la France a perdu — Qu'exigeront Hitler et Mussolini ?

LA RUSSIE SE PROTEGE CONTRE LE REICH

La France, débordée par un adversaire plus terrible que jamais elle n'en affronta, vient de déposer les armes, afin d'éviter la destruction et l'anéantissement de son peuple. Tandis que grondait au-dessus de Bordeaux un violent orage électrique, vers midi, aujourd'hui, — vers sept heures, heure de Montréal, — le maréchal Pétain, devenu chef suprême de son pays, vu la démission du cabinet Reynaud aux dernières heures de dimanche, a lu à ses compatriotes un message poignant où il leur a annoncé la capitulation de la France. "J'ai consenti à prendre la direction de mon pays à une heure tragique. Je rends hommage aux défenseurs de la France, aux femmes de France, à la population française", a dit en substance le vieux capitaine de guerre, ajoutant: "C'est le coeur lourd d'angoisse que je vous apprends que nous devons cesser le combat. J'ai approché dès hier l'ennemi pour lui demander de nous rencontrer, entre soldats, la bataille finie, et de chercher ensemble à mettre honorablement fin aux hostilités". Telles ont été les paroles de Pétain annonciatrices de l'issue d'une guerre désastreuse pour la France. "Que tous les Français fassent confiance au gouvernement que je préside en ces heures de deuil. Qu'ils gardent au fond d'eux-mêmes leur angoisse, qu'ils fassent leur devoir et qu'ils aient foi dans les destinées de leur pays", a conclu le vieux maréchal. Il aurait certes préféré la mort n'importe quand, entre 1918 et 1939, à cette démarche douloureuse de devoir négocier avec les Allemands afin de tenter d'arracher son pays à la dévastation, à la ruine complètes, telles qu'elles se voient depuis deux ou trois semaines dans tout le nord de la France. Le maréchal Pétain et le général Weygand, son collaborateur, attendent à l'heure qu'il est les conditions de paix que Berlin et Rome imposeront à l'adversaire vaillant au maximum, mais acculé à la défaite. Hitler voudra prendre durement la revanche du traité de Versailles imposé au Reich le 28 juin 1919; et Mussolini, recevoir sa part de la proie.

La Grande-Bretagne annonce au monde qu'elle poursuit malgré tout la guerre, et qu'elle garde la certitude de la victoire finale. Elle était depuis des heures au courant de la décision prise par la France M. Churchill en parlera demain.

L'ANGOISSE DES DERNIERS JOURS

Il était manifeste depuis trois ou quatre jours que la France ne pourrait plus tenir longtemps contre l'attaque forcenée, sur tous les points et dans tous les domaines, de l'ennemi allemand, auprès duquel venait d'accourir l'italien, comme le chien de chasse en retard pour la poursuite; mais se présentant juste à l'heure du hallali et de la curée finale. La semaine dernière fut suprêmement angoissante. Depuis le 10 mai, date à laquelle Hitler jeta ses parachutistes, ses escadrilles d'avions, ses quelque 5,000 chars d'assaut, ses divisions motorisées contre la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, cela avait été l'avance constamment irréductible des Allemands. Ils s'emparèrent de la Hollande en cinq jours, prirent le Luxembourg en une nuit et, en quelque deux semaines, ils occupèrent toute la Belgique, jetant des armées anglo-franco-belges à la mer, ou presque, — il y eut l'héroïque retraite des Flandres et l'embarquement audacieux de quelque 250,000 soldats alliés à Dunkerque sous une mitraille infernale. Franchissant la petite ligne de défense improvisée depuis 1937 entre la France et la Belgique, ils avaient vendredi rejoint la grande ligne fortifiée Maginot. Après la défaite des Flandres, la défaite de la Meuse, la défaite de l'Oise, la bataille perdue de la Marne, la capture de Paris, le repliement sur la Loire de ce qui restait des armées de la France, l'abandon de la grande ligne Maginot, prise d'enfilade par les Allemands, et où il ne fallait pas faire se sacrifier en vain 500,000 valeureux soldats, en sus des centaines de mille déjà tués, blessés ou disparus luttant pour leur patrie, que restait-il à la France, si elle voulait éviter la destruction totale, sauf l'effroyable issue à laquelle ont dû se résoudre, ce matin, ses chefs, parce que aucune autre ne s'offrait à elle: déposer les armes? On recherchera plus tard quels ont été les grands responsables de l'immense tragédie française de 1940, quels sont ceux qui l'ont, à l'intérieur du pays même, préparée par leur impéritie, leur inertie, leur suffisance, leur incapacité à voir l'évidence même de ce qu'ils laissaient se dérouler sans paraître y rien comprendre. Le 16 juin 1940 aura marqué la fin de tout un régime politique en France. Ce ne sera pas la mort de la France!

CE QUE LA FRANCE A PERDU

La foudroyante avance allemande sur Paris et sur les ports de la Manche ainsi que dans plusieurs provinces françaises avait forcé des millions de civils à quitter leurs foyers et à prendre les routes du sud et du centre de leur pays. Un tiers de ce pays était, au moment où Pétain a donné l'ordre de déposer les armes, dans les pinces formidables des armées du Reich. Tout le nord, de Dunkerque à aller jusque par delà le Havre, en Normandie, une partie de l'ouest, une partie des provinces de l'est sont déjà de fait occupés ou tenus par l'Allemand. Quatre-vingt pour cent des régions productrices de houille française, il les tient; il tient depuis quelques heures ou il allait tenir tout le bassin de Briey, centre des gisements de fer et des aciéries de la France; il tient aussi toute une série de ports français très accessibles de l'Angleterre et de l'Amérique et par où passaient la moitié les importations et des exportations françaises; de même 40 pour cent des

plaines où croît le blé de France; les principaux centres de filature français, dans la région de Lille; les grandes usines de raffinage du pétrole, les principaux dépôts d'essence du Havre, de Rouen, de Rouen surtout, où 60 pour cent des importations françaises étaient emmagasinés; et, dans la région de Paris même, que tient aussi l'Allemand, il y a presque toutes les grandes fabriques de chars d'assaut et d'avionnerie françaises. Tout cela, l'Allemand le domine déjà, tandis qu'il peut aller facilement bombarder, vu ses nouvelles positions, les ports de Cherbourg, qu'il a déjà atteint, de Brest, de Lorient, de Saint-Nazaire, de Bordeaux même. Et il a déjà bombardé celui de Marseille, que les Italiens peuvent attaquer n'importe quand, et qui est à proximité des bases aériennes du nord italien. C'est dire que l'Allemand contrôle déjà toutes les régions industrielles de guerre de la France; celle-ci n'aurait plus eu, pour se battre, que des fusils contre des chars d'assaut, aidés d'avions de plongée lancés en nuées, de bombardiers et d'avions de combat par centaines et milliers. La France a perdu en quelques semaines les faibles réserves qu'elle avait dans ces domaines, et elle aurait pu très difficilement se ravitailler quelque peu d'ici l'automne. D'autant que son alliée anglaise menacée dans son territoire même, ne pouvait l'aider autant qu'elle aurait voulu le faire. C'est, on peut le croire, avec l'assentiment même de Londres qui a dû se rendre compte de la terrible et inextricable situation française, que la France a ce matin pointé vers le sol sa lance émoussée. Ainsi qu'a dit un technicien, l'homme le plus courageux ne peut affronter avec chance de gagner une rangée de chars d'assaut s'il n'a au poing que la baïonnette. C'est le cas de la France. Et ce pays venait de perdre des centaines de mille hommes, il n'avait d'autre perspective, vu l'impréparation de ses moyens de défense, que d'en sacrifier en vain des centaines de mille autres. Une nation ne se survit pas en faisant tuer jusqu'aux derniers de ses fils.

QUE SERA LA PAIX ?

On ignore encore quelles conditions Hitler voudra faire à la France. Elles seront extrêmes. Il doit en conférer ces heures-ci avec Mussolini, afin que les deux établissent ensemble l'étendue de leurs exigences envers la France. Les armées françaises démobiliseront; les soldats retourneront dans le civil; les avions français passeront à l'ennemi; les forts seront dégrangés, rasés ou tenus par les Allemands, à commencer par la chaîne des forts de la ligne Maginot qui a coûté au delà de \$500 millions à la France, depuis 1934; les provinces resteront longtemps occupées. Il y aura à verser une forte indemnité de guerre, écrasante. Qu'advient-il de la marine de guerre française, seconde en importance de l'Europe et presque toute formée d'unités neuves de grande valeur? Elle est depuis septembre 1939 aux ordres de l'Amirauté anglaise qui dirige les opérations de mer, tandis que les Français dirigeaient les opérations sur terre. Si Berlin obtient de se la faire rendre, — il la voudra et il y aura de graves difficultés là-dessus entre Londres, Bordeaux et Berlin, — l'Allemagne en fera le coeur de sa nouvelle flotte de guerre. Avec les navires allemands à flot et les escadres italiennes, la combinaison Berlin-Rome aura une flotte de guerre de près de 2 millions de tonnes, qui pourra créer de très sérieux ennuis aux escadres britanniques en Méditerranée surtout.

En mai 1871, au traité de Francfort, où furent parachevés les instruments préliminaires de janvier 1871 à Versailles, Bismarck prit à la France, après la défaite de Napoléon III et de la IIIe République naissante toute l'Alsace, moins Belfort; le nord de la Lorraine et le bassin de Briey; il exigea une indemnité de 5 milliards de francs-or payable en trois ans, — (Thiers en obtint le paiement, par emprunts français sursouscrits 14 fois, au début de 1873 dégageant le territoire du pays) et imposa entretemps l'occupation de toute une partie du territoire français jusqu'à parfait paiement de l'indemnité.

En 1919, le 28 juin, à Versailles même, les Alliés imposèrent à l'Allemagne vaincue la restitution à la France de l'Alsace-Lorraine, la perte de toutes ses colonies à travers le monde, la démilitarisation d'une zone de 50 kilomètres de large en Rhénanie, l'occupation de la Rhénanie par les Français et les Anglais pendant 15 ans; ils fixèrent au maximum de 100,000 hommes l'effectif des armées allemandes, prirent à Berlin toute sa marine de guerre au profit des Anglais, — les Allemands la coulèrent en la rendant à Scapa-Flow, — et le paiement d'une indemnité de guerre astronomique, à être établie par une commission des réparations, en 1921. Depuis, Hitler a violé ou déchiré presque toutes ces clauses. Et, à Versailles, prochainement, il devra imposer ses conditions, avec celles de Mussolini. Elles seront immensément lourdes, si l'on se rappelle ce qu'il en fait prévoir dans son livre apocalyptique, "Mein Kampf".

LONDRES CONTINUE, L'EMPIRE AUSSI

Tout de suite, Londres a fait connaître que l'Empire britannique tient jusqu'au bout. Il accentuera son effort de guerre, avec l'aide qui lui viendra en matériel de tout ordre des Etats-Unis. Le duel sera gigantesque, de l'Empire britannique contre le nouveau Reich tenant l'Europe continentale, moins la Suède, les pays des Balkans et la Russie qui, pour se protéger contre Berlin, vient d'annexer en fait l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. La décision de Londres signifie que le Canada va traverser des jours plus graves que jamais, disent nos gouvernants, car lui aussi il étendra sa part de sacrifices pour la survivance de l'Empire. Deux Empires se choquent, deux civilisations se heurtent, l'univers tremble sur ses assises. — G. P.